

Communiqué de presse des

Médecins en faveur de l'Environnement (MfE), le 19 novembre 2025

Réponse du gouvernement de Bâle-Ville à l'interpellation Mück sur les déchets chimiques dans le quartier bâlois de Klybeck :

Inexacte et partiellement erronée

La réponse du gouvernement bâlois à l'interpellation de Heidi Mück (BASTA) concernant les «déchets chimiques près de l'aire de jeu» montre: les autorités ne s'en tiennent pas aux faits et à l'histoire avec rigueur.

Depuis des années, l'Office de l'environnement et de l'énergie (OEE) resp. le Département de l'économie, du social et de l'environnement (ESE) de Bâle-Ville sous le conseiller d'État Kaspar Sutter (PS), dont l'OEE fait partie, est sous le feu des critiques. Celle-ci concerne principalement la mise en œuvre de l'ordonnance sur les sites contaminés. **La réponse du gouvernement à l'interpellation de Heidi Mück (BASTA)** est le dernier exemple de la pratique discutable des autorités bâloises. Elle a posé des questions sur les « déchets chimiques près de l'aire de jeu Ackermätteli ». La réponse comprend en partie des erreurs, omet des éléments importants et témoigne d'une approche ahistorique.

Trois exemples :

Les points de mesure des eaux souterraines qui n'existent pas:

Le gouvernement écrit : « *Les échantillons d'eau souterraine prélevés aux points de mesure, se trouvant en aval d'Ackermätteli, ne présentent aucun signe de pollution chimique élevée.* » C'est faux. Car le cadastre des trous de forage situé sur le Géoportail de la ville de Bâle, auquel le gouvernement renvoie, montre : **il n'y a pas de points de mesure** dans le courant direct des eaux souterraines d'Ackermätteli/Altrheinweg, donc sur leur côté ouest. En l'absence de point de mesure, impossible de mesurer.

Approche ahistorique:

Les assertions du gouvernement relatives aux déchets chimiques trouvés en 1980 sont ahistoriques. Ils sont apparus à **l'Altrheinweg près de l'aire de jeu Ackermätteli lors de travaux d'excavation** pour une canalisation. La réponse à ce sujet : « *Il n'y a pas de documentation prouvant la pollution du matériau de déblai ou la décrivant plus en détail (situation exacte, photos, analyses etc.)* ». Et : « *On ignore pourquoi il n'y a pas eu d'autres analyses en 1980. Apparemment, les responsables ne voyaient aucune raison d'ordonner d'autres investigations.* » Ce faisant le gouvernement, resp. l'OEE oublie

- que justement deux sources documentent les déchets chimiques près d'Ackermätteli: un **témoin oculaire fiable** et un rapport du bureau d'ingénieurs Colombi Schmutz Dorthe (CSD) de 1990;
- qu'en 1980, les photos étaient rares car il n'y avait pas encore de téléphones portables;
- que la plupart des méthodes d'analyses n'existaient pas encore et qu'un laboratoire correspondant pour le canton de Bâle-Ville faisait défaut;
- qu'il n'y avait ni Loi sur la protection de l'environnement, ni législation sur les sites contaminés, et donc, aucune autorité devant se pencher sur la pollution des sols. Même pour éliminer le matériau de déblai contaminé, la base légale n'existait pas.

Le gouvernement ne cite-t-il que ce qui lui convient?

Il ne cite apparemment que les extraits du rapport de CSD de 1990 - thématissant les déchets chimiques de Klybeck - lui convenant. Car il écrit : « *Le rapport de CSD contient une carte représentant la pollution possible dans la zone industrielle et le quartier de Klybeck.* » Et continue : sur la carte « *trois surfaces portant la désignation ,boue chimique' sont visibles. Ces zones sont décrites comme „ une pâte collante, noire, boueuse chargée de scories, boue et gravois ”.* Et puis : « *L'expression ,boue chimique' a été choisie par les auteurs et ne peut pas être considérée « comme un indiquant une décharge ».*

Seulement : en partie, cela n'est pas vrai ou il cite de manière fragmentaire :

- La **carte de CSD** n'indique aucune décharge ,boue chimique' dans le site industriel de Ciba-Geigy, comme le pense le gouvernement. Elles sont toutes dans des zones publiques.
- Le rapport de CSD de 1990 parle expressément de « **décharges** » et « **dépôts** » dans le quartier de Klybeck. Malgré cela, le gouvernement nie le concept de décharge.
- Le bureau CSD décrit en 1990 de manière beaucoup plus complète – ce qu'il appelle collectivement ,boue chimique' – que ce que le gouvernement restitue dans sa réponse à l'interpellation : selon CSD, il s'agit de « **scories polluées, déchets métallo-chimiques**, résidus de filtres de colorants et remblais noirs boueux chargés de colorants (dans les fig. 71 et 73 cela est désigné comme ,boue chimique') ». Le gouvernement omet complètement cette définition dans sa réponse. Et dans le cas de la seconde description de CSD des déchets chimiques, il manque une partie décisive dans la citation du gouvernement. Car il est **écrit dans l'original** : les « dépôts » ou « décharges » sont remblayés avec des « déchets de tout type (scories, boue, gravats, résidus de production, etc.), chargés avec une pâte collante, boueuse, noire, d'où l'expression ,boue chimique' ». Mais dans sa réponse, le gouvernement supprime les résidus de production et réduit les déchets chimiques – contrairement aux faits – à une « une pâte exclusivement collante, noire, boueuse chargée de scories, boue et gravois. » Pourtant, selon le rapport de CSD, c'est justement l'inverse : les déchets (chimiques) étaient chargés d'une pâte noire, collante. Le gouvernement, resp. l'OEE ne s'en tient apparemment pas aux faits avec rigueur.

Enfin analyser et au besoin assainir plutôt que de faire traîner et ralentir

La réponse du gouvernement à l'interpellation Mück montre une fois de plus à quel point le canton de Bâle-Ville et, notamment l'OEE, gèrent les déchets chimiques à Klybeck de manière contestable. Cela doit enfin changer. Les Médecins en faveur de l'Environnement (MfE) exhortent donc, une fois de plus, le gouvernement bâlois à ne pas faire traîner ce sujet mais à analyser enfin les déchets spéciaux sous les rues et places de Klybeck et – si nécessaire – les assainir.

Informations de fond :

Des déchets chimiques près de l'aire de jeu Ackermätteli du quartier bâlois de Klybeck : « **Je déplore que les déchets chimiques situés dans le sol n'aient jamais été analysés** »

Contact:

Dr Martin Forter, directeur des MfE et expert en sites contaminés	061 691 55 83
Bernhard Aufderegg, dr en médecine, Président des MfE	079 639 00 40